

ENTRETIEN

economie.union@sonapresse.com

Pr Gabriel Zomo Yebe : "Il est nécessaire de privilégier la mobilisation de tous, de l'expertise locale pour garantir une meilleure prise en compte"

DANS le cadre du projet "Bitam 60 ans et plus", marquant le 60e anniversaire de l'établissement de Bitam en tant que commune de plein exercice, une conférence animée par le Pr G. Zomo Yebe sur le thème "Zone économique spéciale des Trois-Frontières : enjeux et défis pour le Gabon" s'est déroulée le 12 mai dernier à la Chambre de commerce de Libreville.

Propos recueillis par H.N.M
Libreville/Gabon

L'UNION : Pour lancer les festivités des 60 ans de Bitam comme ville de plein exercice, une conférence inaugurale sur la Zone économique spéciale des Trois-Frontières a été organisée. Quel en était l'objectif ?

Pr Gabriel Zomo Yebe : Par l'adoption du projet de décret portant création, organisation et fonctionnement du Programme de développement intégré de la Zone des Trois-Frontières Gabon, Cameroun et Guinée équatoriale, le chef d'État, son excellence Ali Bongo Ondimba, rendait opérationnel le projet du côté gabonais. Il était nécessaire d'informer et de sensibiliser les compatriotes et les opérateurs économiques, sur celui-ci. Ce projet va probablement influencer positivement l'avenir des populations de la zone dite des "Trois-Frontières".

L'initiative d'organiser cette conférence vient des jeunes de Bitam, puisque cette ville est – avec Ambam, au Cameroun et Ebibeyin, en Guinée équatoriale – dans la zone de localisation du projet en question. C'est fort de l'intervention heureuse du chef de l'État que je lui ai, dès l'entame de mon propos, rendu un hommage mérité. J'indique, pour mémoire,

qu'il avait déjà évoqué il y a plus de dix ans la création d'une zone de co-prospérité entre les trois pays partageant les trois frontières évoquées ci-dessus. Il a fait sa part ; il est bon de l'en féliciter. C'est aux Gabonais, en général, et aux Woleu-ntémois, en particulier, de faire la leur.

Le contexte sous-régional justifie-t-il le projet ?

Évidemment, oui. La Cémac est la sous-région la moins intégrée d'Afrique. Les échanges intra-Cémac sont faibles : à peine 3 %. La part mondiale des investissements directs étrangers (IDE) qui rentrent en Afrique centrale est de 2,1 %. Or, la stratégie d'émergence impose de participer aux échanges, attirer les IDE et fabriquer des produits manufacturés à haute valeur ajoutée ou participer à la chaîne de valeur mondiale. Si nous voulons donc accroître le volume des échanges entre nos pays, il faut favoriser les projets intégrateurs, qui favorisent ceux-ci entre nos pays, et attirent les IDE, tout en engendrant la co-prospérité. C'est en tout cas, (1) l'orientation des chefs d'État donnée à la Commission, (2) la principale conclusion du nouveau programme économique régional et (3) le vœu des bailleurs de fonds. Le projet ZES des Trois-Frontières rentre dans ce cadre. C'est dans cette zone qu'une bonne partie des échanges intra-Cémac se fait. Pour que le projet entre dans sa phase opérationnelle, il fallait que chaque chef d'État des pays concernés prenne un décret créant cette zone de son côté. C'est fait pour le Gabon.

Le contexte local ?

Il suffit de regarder les chiffres de l'Institut national de statistiques du Cameroun pour se rendre compte que le commerce entre le Gabon et le Cameroun et entre le Cameroun et la Guinée équatoriale est largement en faveur du Cameroun. Les



Pr Gabriel Zomo Yebe lors de la conférence inaugurale.

exportations du sud-Cameroun au semestre 2 de 2021 et au semestre 1 de 2022 s'élevaient à plus de 22 milliards, tandis que les exportations du Gabon au Cameroun pour la même période étaient de 3,16 milliards de CFA. À titre d'exemple, les exportations de bananes du sud-Cameroun au Gabon s'élevaient à plus de 3,4 milliards de CFA, en 2021, celle des motocycles à 2,62 milliards, du ciment à 1,14 milliard, d'accessoires de véhicules à 939 millions, des animaux vivants (espèces ovine ou caprine) à 647 millions, de bières de malt à 604 millions. Par contre, nous exportons au sud-Cameroun principalement les préparations et conserves de poissons 552 millions, les produits de la boulangerie, de la pâtisserie ou de la biscuiterie (484 millions); les viandes et abats comestibles, frais, réfrigérés ou congelés (158 millions). Nous le voyons bien, nous exportons au Cameroun principalement des produits que nous importons au départ.

Le volet sécuritaire semble être un volet important de ce programme, vous l'avez déjà évoqué au cours des journées de réflexion du Woleu-Ntem en 2018. Où en est-on ?

Ce volet cadre bien avec les

préoccupations d'un certain nombre de ressortissants du Woleu-Ntem qui ont organisé du 3 au 5 septembre 2018, les journées de réflexion à Oyem sur le thème : "Immigration, sécurité et développement des villages : Enjeux, défis et perspectives dans le cas du Woleu-Ntem". Ces journées autorisées par le chef de l'État (nous lui réitérons nos remerciements) visaient deux objectifs majeurs : (1) une meilleure intégration et contrôle des étrangers pour le développement des villages, (2) éviter et prévenir les conflits susceptibles de naître du fait de la présence des immigrés.

Quelles ont été les principales recommandations à l'issue des travaux ?

Des recommandations précises ont été formulées à l'endroit des différentes parties prenantes du projet, notamment la mise en place urgente des structures focales nationales chargées de piloter le projet dans chaque pays. L'équipe du Cameroun est déjà opérationnelle. Dans tous les cas, pour assurer et réaliser cette formulation du projet conformément aux termes de références (TDR), il est nécessaire de privilégier la mobilisation de tous, de l'expertise locale pour garantir une meilleure prise en compte de la particularité plurielle de la zone des Trois-Frontières et l'identité des pays concertés dans une démarche intégrée et participative. Vous comprenez donc l'impérieuse nécessité et l'urgence d'une stratégie nationale, fondée sur des études de terrain.

Quels sont donc les défis à relever ?

Sans être exhaustif 11 principaux défis sont à relever pour définir notre stratégie. Nous les donnons sous forme de questionnements : Qu'allons-nous produire pour rentrer dans les chaînes de valeur mondiales ? Quelles sont les infrastructures à réaliser ?

Quelle politique foncière et quelle politique d'aménagement du territoire mettre en œuvre pour faire bénéficier l'ensemble des Gabonais des externalités positives de cette ZES ? Quels sont les aménagements spécifiques qui doivent être réalisés dans les villes de Bitam, Meyo-Kye, et dans la zone d'impact (Oyem, Minvoul, Medouneu, Mitzic, etc.) pour optimiser notre avantage comparatif, être plus attractif et booster l'agriculture paysanne ? Que faire pour que les potentiels IDE s'installent de notre côté (attractivité interne) ? Comment préserver notre environnement des éventuelles externalités négatives (pollution) de l'industrialisation ? Comment rattraper le retard en agriculture ? Peut-on miser sur la qualité des produits (bio) au lieu des quantités ? Avons-nous la main-d'œuvre qualifiée ? Sinon, quelle politique de formation préconiser ? Quel positionnement dans la chaîne de valeur ? Bitam comme Dubaï (ville marché) ? Bitam, ville industrielle ? Peut-on envisager un port sec et/ou un aéroport international à Bitam ?

Quelles mesures devons-nous prendre pour sauvegarder notre sécurité ?

Pour relever ces défis, le Gabon en général, le Woleu-Ntem en particulier, ne manquent pas d'atouts. La Covid-19 a montré qu'il y a aujourd'hui une production locale de bananes, d'atangas, de mangues, de maïs et d'ananas. Ces initiatives ne demandent qu'à être encouragées. Il en est de même dans l'hôtellerie. Nous avons des coûts de transaction relativement moins élevés et un potentiel énergétique important. Nous avons surtout un avantage comparatif dans le bois et une jeunesse relativement formée, fière de sa terre et qui veut participer à la production, aux fruits de la production et à la décision pour un avenir radieux. C'est en tout cas ce que traduit son slogan " Bitam ane state ".